



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 16 – 12 novembre 2021



Pays nordiques

COVID-19	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Contaminations						
Nombre de contaminations	7 244 040	1 180 518	414 175	220 505	167 119	15 140
Taux de contamination (pour 100 000 hab.)	10 796	11 431	7 113	4 108	3 025	4 158
Nouvelles contaminations en 14 jours	97 285	10 096	31 379	16 763	10 160	1 727
Décès						
Nombre de décès	118 056	15 076	2 745	947	1 212	34
Taux de décès (pour 100 000 hab.)	176	146	47	18	22	9
Nouveaux décès en 14 jours	434	58	36	47	58	1
Vaccination						
Part de la population totale ayant reçu au moins 1 dose de vaccin	76,6%	72,1%	77,3%	78,6%	76,9%	77,8%
Part de la population entièrement vaccinée	75,0%	67,3%	75,9%	70,2%	71,3%	76,6%
Personnes ayant reçu une 3 ^{ème} dose	3 840 517	213 195	413 701	77 836	113 094	66 842

Chiffres du 11 novembre 2021 – Sources : Agences nationales de Santé.

Partenariat stratégique entre Carrefour et Coop Nordics. Les dirigeants de la centrale d'achats de Carrefour (Carrefour World Trade, CWT) et de la centrale d'achat Coop Trading Nordics (Coop Danemark, Coop Norvège, Coop Suède et SOK en Finlande), ont décidé d'étendre leur partenariat stratégique aux marques internationales à compter du 1^{er} janvier 2022. Un partenariat commercial avait déjà été signé en mai 2021 concernant l'achat de produits à marques propres de Carrefour destinées aux pays nordiques. Selon un communiqué de Carrefour, les Coop Nordics complètent parfaitement la couverture géographique actuelle de CWT et ce partenariat générera des synergies et de nouvelles perspectives commerciales.

« Climate Investment Coalition » : Les fonds de pension nordiques et britanniques annoncent à la COP26 un investissement de 130 Mds\$ d'ici 2030 dans les énergies propres et le climat. Les gestionnaires d'actifs du Royaume-Uni, de Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Islande et Groenland ont pris cet engagement pour stimuler l'adoption d'investissements climatiques. Cette initiative s'appuie sur l'engagement pris en 2019 par les fonds de pension danois d'investir 55 Mds\$ dans la transition verte d'ici à 2030. Les engagements comprennent notamment des investissements en actions cotées et non cotées, des infrastructures d'énergie verte, des « green bonds » et des dettes vertes, et des investissements immobiliers respectueux du climat. La coalition comprend Storebrand, plus grand gestionnaire d'actifs privé norvégien avec 91 Mds\$ d'actifs sous gestion (désengagé en 2020 de sociétés telles que Chevron et ExxonMobil en raison de leur lobbying sur le climat), et le danois ATP (ne place plus dans des fonds externes détenant des investissements dans les combustibles fossiles).

Danemark

Le Gouvernement danois critiqué en raison de son parc automobile encore trop largement dépendant du diesel.

Entre juillet 2019 et juillet 2021, seuls 5% des 1 220 véhicules achetés par le Gouvernement de Mette Frederiksen étaient électriques ou hybrides. Ces révélations interviennent moins d'un an après la signature de l'accord sur les taxes automobiles, qui incitait la population à l'achat de véhicules propres et fixait l'objectif de 775 000 voitures « vertes » sur les routes danoises d'ici 2030. Une stratégie au demeurant payante, puisqu'une voiture sur deux vendues dans le Royaume est un modèle électrique ou « plug-in hybride », mais vis-à-vis de laquelle le gouvernement ne s'est toujours pas impliqué. Ce paradoxe a suscité la réaction du Conseil pour la Transition écologique (*Rådet for Grøn Omstilling*), qui a qualifié de « scandale » le fait que l'Etat danois continue d'acheter des véhicules dépendant des combustibles fossiles. Une consultation sur la stratégie d'équipement du Gouvernement devrait être lancée par Rasmus Helveg (parti Radical), président de la commission « Climat, énergie et infrastructures » du Parlement.

Le nombre de faillites d'entreprises est en hausse en octobre, pour le deuxième mois consécutif.

En octobre, l'Institut danois des statistiques a enregistré 234 faillites, soit une hausse de 28% par rapport au mois de septembre (183 faillites en septembre contre 110 en août). En octobre, les faillites ont entraîné la destruction de 808 emplois à temps-plein. Pour autant, au cours des dix premiers mois de 2021, la moyenne mensuelle de faillites est de 176, soit le plus faible niveau enregistré au Danemark depuis 2015. La Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) estime que l'augmentation du nombre de faillites depuis septembre pourrait être le premier signe des conséquences de la levée des mesures de soutien à l'économie mises en place pendant la crise sanitaire. Son économiste en chef, Allan Sørensen, salue la décision du Gouvernement danois de reporter à avril 2022 le remboursement des prêts « Corona », initialement dû au 1^{er} novembre 2021 et

au 1^{er} février 2022. 51 000 entreprises ont eu recours à ces prêts, contractés auprès de l'État sous la forme de reports d'impôts et de TVA.

Dès janvier 2022, Nykredit généralisera ses taux négatifs sur tous les dépôts courants de ses entreprises clientes.

La banque danoise a décidé de supprimer le seuil de déclenchement des taux d'intérêts négatifs pour les clients professionnels. Par conséquent, à partir du 1^{er} janvier, toutes les entreprises clientes de Nykredit devront payer un intérêt négatif de 1% sur la totalité de leurs dépôts, peu importe le montant de ces derniers. En ce qui concerne les clients particuliers, si le taux d'intérêt est abaissé à -0,7% (contre -0,6% auparavant), le seuil de déclenchement de 100 000 DKK (13 500€) de dépôts est toutefois conservé. Nykredit n'est pas la seule banque à avoir mis en place une telle décision. En avril dernier, Simon Kollerup avait déjà condamné la décision de Danske Bank d'abaisser à 100 000 DKK le seuil du montant des dépôts des ménages au-delà duquel la banque appliquait un taux négatif.

Only, marque du groupe retail Bestsellers, se donne pour objectif d'ouvrir 2 nouveaux magasins par semaine en Europe jusqu'en 2025.

Only possède actuellement 700 magasins dans 13 pays de l'Union européenne, qui ont généré des revenus de 2,5 Mds DKK (336 M€) en 2020. En dépit d'une baisse du chiffre d'affaires de 400 M DKK (54 M€) par rapport à 2019, Finn Poulsen, PDG d'Only, a souligné une bonne reprise de la marque et dévoilé une stratégie d'ouverture de 100 magasins par an jusqu'en 2025. En parallèle, les magasins existants devraient être agrandis et modernisés, notamment dans les marchés phares comme la France et l'Allemagne. A cet horizon, le réseau devrait compter plus de 1 000 points de vente attestant chacun d'une rentabilité améliorée, notamment grâce à une plateforme de vente numérique spécifiquement dédiée.

Les résultats de Novo Nordisk en forte hausse au 3^{ème} trimestre 2021.

Sur cette période, le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 15% (à taux de change constant) par rapport au T3 2020. Sur le T3 2021, le chiffre d'affaires s'élève à 35,62 Mds DKK (4,8 Md€) et le bénéfice net atteint 12,1 Mds DKK (1,6 Md€). Ces résultats permettent au groupe pharmaceutique, spécialisé dans les traitements contre le diabète et l'obésité, de relever ses prévisions pour l'ensemble de l'année 2021 : Novo Nordisk table désormais sur une croissance de son chiffre d'affaires et de son bénéfice d'exploitation de 12-15% (contre respectivement 10-13% et 9-12% attendus en août dernier).

Résultat record de Mærsk. Grâce à une forte demande de fret maritime, Mærsk affiche son plus important bénéfice trimestriel jamais enregistré. Au T3 2021, Mærsk a ainsi réalisé un résultat après impôts de 5,5 Mds USD (4,7 Mds€), soit près de six fois plus qu'au même trimestre de l'année dernière. Son chiffre d'affaires a progressé de 68% pour s'élever à 16,6 Mds USD (14 Mds€) au T3 2021. Le groupe a relevé ses prévisions pour l'année 2021 trois fois cette année et prévoit actuellement un EBIT de 18-19 Mds USD (15-16 Mds€) en 2021, ce qui serait le résultat d'exploitation le plus élevé dans l'histoire du Danemark. Mærsk a, par ailleurs, annoncé l'acquisition de l'allemand Senator International

(société de logistique spécialisée notamment dans l'aérien), ainsi que le renforcement de son programme de rachats d'actions de 5 Mds USD (4 Mds€) en 2024-25.

Coloplast acquiert Atos Medical pour 2,15 Mds€.

La société suédoise détenue par le fond de capital-investissement PAI Partners est le leader mondial du marché de la laryngectomie, et constitue une nouvelle catégorie de croissance à long terme pour Coloplast. L'acquisition est soumise à l'approbation des autorités de la concurrence, et devrait, selon l'estimation de Coloplast, être finalisée au cours du deuxième trimestre de l'année financière 2021-2022.

Retour du pass sanitaire à partir du 12 novembre.

La Commission parlementaire chargée du suivi de la COVID-19 a décidé de catégoriser de nouveau l'épidémie comme une maladie « socialement critique » et de réintroduire le *coronapas*. Cette classification et l'utilisation obligatoire du pass sanitaire dans les restaurants, cafés, bars et boîtes de nuits, ainsi que dans les institutions culturelles/activités/événements accueillant plus de 200 personnes en intérieur ou 2000 personnes en extérieur, sont pour le moment valables un mois et seront réévaluées sur une base mensuelle.

Finlande

Le Conseil nordique adopte une déclaration commune sur la sécurité d'approvisionnement.

Les Premiers ministres nordiques, réunis à Copenhague le 3 novembre, ont affirmé que la pandémie avait mis en lumière la nécessité d'intensifier la coopération entre pays nordiques. Ils ont, à cette occasion, adopté une déclaration commune sur la sécurité d'approvisionnement et le renforcement de la résilience face aux crises. Alors que la Finlande assure, cette année, la présidence du Conseil nordique, la Première ministre Sanna Marin a, par ailleurs, évoqué la question de l'autonomie stratégique de l'UE, qu'elle considère extrêmement importante afin d'être mieux préparés pour la production d'équipements sanitaires et de médicaments. Sanna Marin a également rappelé la signification stratégique du soutien à la R&D et au développement de nouvelles technologies nordiques et européennes.

Un rapport confirme le lien entre la chute des investissements de Nokia et celle des investissements en Finlande.

L'institut de recherche économique Etila confirme, dans une étude, que le ralentissement des investissements finlandais ces dernières années est presque entièrement le résultat de l'effondrement des investissements dans l'industrie électrotechnique, c'est-à-dire principalement le fait de Nokia. Selon Etila, depuis la crise financière de 2008, l'investissement par rapport à la taille de l'économie a diminué dans l'ensemble des filières, y compris l'industrie électronique, à l'exception du secteur de la construction. « Ces dernières années, nous avons investi dans des murs, pas dans la technologie », résume Aki Kangasharju, directeur d'Etila.

Etude : près de 40 % des entreprises finlandaises ont une faible capacité à embaucher de la main-d'œuvre internationale.

L'enquête International Labour Force and Future, commandée par la société Barona auprès de Taloustutkimus, indique que pour ces entreprises, les principaux obstacles à l'embauche de travailleurs étrangers non-finnophones sont le manque de compétences linguistiques (faible niveau d'anglais) et la bureaucratie associée à la législation et aux permis de travail. Au moins 54% des entreprises considèrent effectivement la langue comme le principal défi, dans un milieu professionnel où le finnois est prédominant. Selon l'enquête, la moitié des employeurs finlandais n'ont jamais eu de main-d'œuvre internationale, alors même que la moitié des sociétés interrogées révèlent par ailleurs faire face à des pénuries de compétences.

Telia déploie un réseau 5G autonome en Finlande avec Nokia.

Nokia, qui avait conclu un accord avec l'opérateur de téléphonie mobile suédois Telia, un partenaire de longue date, a annoncé cette semaine que ce dernier aller pouvoir utiliser son réseau 5G autonome en Finlande. Telia devient ainsi le premier opérateur de télécommunication mobile nordique à mettre en service un réseau 5G entièrement indépendant ou « standalone » (ne reposant plus sur les technologies et réseaux 4G)¹, bénéficiant ainsi de toutes les fonctionnalités 5G disponibles. Alors que la fourniture de réseaux 4G en Finlande repose sur plusieurs technologies différentes dont celle de Huawei, les services 5G de Telia reposeront exclusivement sur des appareils, logiciels et services de Nokia. Ce projet permettra également de consolider les données des utilisateurs dans un référentiel commun aux deux groupes. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour déployer la 5G SA cœur de réseau de Nokia dans d'autres marchés de Telia, notamment en Suède, mais aussi au Danemark, en Estonie, en Lituanie et en Norvège.

¹ Un réseau 5G Standalone (SA) est un réseau qui dispose de ses propres installations et permet une amélioration en termes de débit et de latence pour les utilisateurs, totalement

indépendant du réseau 4G. Ce réseau nécessite de lourds investissements, notamment dans le cœur de réseau.

Islande

La vente des infrastructures nationales de télécommunications en suspens jusqu'à janvier 2022.

Pour la première fois depuis plus de deux ans, la société de médias et de communications Sýn a réalisé un bénéfice (1,3 M\$ au troisième trimestre 2021.) La possibilité de cession des infrastructures de télécommunication au fonds d'investissement américain Digital Colony est toujours en attente d'approbation des autorités islandaises, tout comme la vente de Mila, plus grande entreprise d'infrastructure de télécommunications d'Islande, à la société française Ardian. Un comité organisé par le bureau de la Première ministre prépare une législation qui inclurait un examen des investissements étrangers dans les infrastructures importantes d'Islande. Des propositions de lois en matière de sécurité nationale et d'investissements étrangers sont attendues en janvier 2022. Par ailleurs, certaines réticences ont été exprimées parmi l'opinion publique : 42,4% des personnes interrogées se disent assez, voire très préoccupées, par la vente de Mila à un investisseur étranger.

Carbfix a reçu une subvention des Fonds d'innovation climatique de l'Union européenne.

Un contrat de subvention d'un montant de 4 M€ a été signé entre la société islandaise de stockage de carbone Carbfix et le directeur du Fonds d'innovation climatique de l'Union européenne lors de la COP26 à Glasgow. Ce contrat permettra de couvrir la moitié du coût total du projet Silfurberg dont l'objectif est de construire une plus grande installation de captage des émissions de dioxyde de carbone et de sulfure d'hydrogène à Hellisheiði. Ainsi, les capacités de stockage du CO₂ augmenteront et passeront de 12 000 à 34 000 tonnes.

Plusieurs fonds de pension islandais ont l'intention d'investir dans des projets verts.

A l'occasion de la COP 26, treize fonds de pension islandais ont déclaré leur intention d'investir 4,5 Mds\$ dans des projets liés aux énergies propres et au respect de l'environnement. En signant une lettre d'intention avec la Coalition pour les investissements climatiques, les fonds de pension islandais rejoignent ainsi un groupe de fonds de pension nordiques qui a publié des déclarations similaires au cours des dernières années.

Nette amélioration des résultats d'Icelandair.

Icelandair a transporté un total de 206 000 passagers en octobre 2021, soit environ 56% du nombre de passagers d'octobre 2019. Cette amélioration a été la plus importante des quatre plus grandes compagnies aériennes des pays nordiques.

De bons profits enregistrés par les banques islandaises.

Le profit d'Íslandsbanki a été de 7,6 Mds ISK (50,5 M€) au troisième trimestre de cette année, bien supérieur à son profit de l'année dernière. Arion bank a réalisé un profit de 8,2 Mds ISK (55 M€) et Landsbankinn de 7,5 Mds ISK (56,5 M€).

La politique du zéro carbone reviendrait chère à l'Islande.

D'après le PDG de Klappir, plateforme islandaise de mesure de données pour la gestion du carbone, si l'Islande veut atteindre son objectif de neutralité carbone d'ici 2040 comme elle s'y est engagée, l'investissement lui coûterait entre 2,3 et 3,8 Mds\$ au minimum.

Norvège

Le gouvernement a proposé le 8 novembre une loi de finances rectificative pour 2022. Alors que la loi de finances initiale avait été présentée par le gouvernement précédent de Mme Erna Solberg, une loi de finances rectificative pour 2022 a été présentée le 8 novembre au Parlement norvégien. Les principales annonces sont : une hausse des taxes de 6 Mds NOK (600 M€) au total, mais une baisse des impôts pour les deux tiers des contribuables ; le maintien de la hausse de la taxe sur le CO2 (+28%) assortie de réductions des prix à la pompe ; et la baisse de la taxe sur l'électricité pour faire baisser la facture des ménages (-48% de janvier à mars 2022). Les coûts du projet CCS de la cimenterie Norcem à Brevik sont également revus à la hausse (+912 M NOK). Le parti Socialiste de gauche, dont l'appui sera indispensable pour l'adoption du budget en décembre, se dit prêt à négocier de manière « constructive » pour davantage de redistribution et de mesures climatiques. Les rouges regrettent le manque d'ambition du texte pour réduire les inégalités, tandis que les verts s'inquiètent pour le climat et l'environnement. A droite, le parti Conservateur déplore l'absence de projet politique clair.

La Norvège énonce ses engagements dans la lutte contre le réchauffement climatique à la COP26. Avec une centaine d'autres Etats réunis à Glasgow pour la COP26, la Norvège s'est engagée à stopper la déforestation d'ici 2030 pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C maximum. Oslo, Londres, Berlin, Washington et La Haye alloueront ensemble 15 Mds NOK (1,5 Mds€) aux populations autochtones vivant dans les forêts tropicales. Par ailleurs, la Norvège renforcera ses partenariats avec le Costa Rica et l'Equateur dans le cadre de la coalition LEAF (*Lowering Emissions by Accelerating Forest finance*). En matière d'émissions, la Norvège s'est jointe à l'initiative de l'UE et des Etats-Unis pour réduire de 30% ses rejets de méthane d'ici 2030. Dans son discours devant la COP26, Jonas Gahr Støre s'est engagé à faire du Fonds pétrolier un outil majeur pour le financement de solutions vertes dans le monde. « La Norvège est en position

de jouer un rôle moteur pour développer des technologies telles que l'éolien offshore, le transport maritime vert, le CCS, l'hydrogène et les navires électriques », a déclaré le Premier ministre.

COVID-19 : une hausse des contaminations sous contrôle selon le gouvernement. Malgré la hausse des courbes de contaminations en Norvège, le gouvernement n'envisage pas le retour de restrictions nationales, assure la ministre de la Santé, Ingvild Kjerkol. Néanmoins, les soignants en contact direct avec les patients seront éligibles à une troisième dose de vaccin. L'évolution de la crise sanitaire n'est pas la même dans tout le pays : si les communes de Tromsø et de Trondheim ont réintroduit le port du masque pour faire face à la reprise épidémique, la situation à Oslo est sous contrôle, assure le maire adjoint à la santé de la capitale, Robert Steen. 60 personnes sont actuellement hospitalisées à Oslo, soit une centaine de moins qu'en avril. Par ailleurs la part de patients nécessitant des soins intensifs a reculé, et la durée d'hospitalisation en réanimation est en baisse. Par conséquent, les hôpitaux ne sont pas saturés, ajoute M. Steen.

L'accord de libre-échange entre l'AELE et l'Indonésie entre en vigueur. Après huit ans de négociations, l'accord de libre-échange entre l'AELE et l'Indonésie est entré en vigueur le 1^{er} octobre. 80% des exportations norvégiennes à destination de Jakarta seront désormais exemptées de droits de douane. L'accord contient un chapitre distinct sur la sauvegarde des droits des travailleurs et les considérations environnementales. L'accord de libre-échange contient des dispositions opérationnelles aux termes desquelles la Norvège et l'Indonésie ont convenu d'établir un niveau élevé de protection de l'environnement et des normes de travail, et de viser à améliorer encore ce niveau de protection. Les parties reconnaissent que le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement sont des éléments interdépendants et complémentaires du développement durable.

Suède

La consommation des ménages augmente : +4,4% en septembre 2021 par rapport à septembre 2020. La plus forte contribution à la consommation provient du secteur « loisirs, culture, biens et services », qui a augmenté de 11,1% par rapport à septembre 2020.

Les seniors sont actifs plus longtemps.

Selon le Pôle Emploi suédois, au cours des dix dernières années, le taux de participation au marché du travail des personnes âgées de 50 à 64 ans est passé de 71% à 78%. Pour la tranche d'âges 65-74 ans, il passe de 13% à 19%.

Rapport de la Riksbank sur les paiements.

La banque centrale suédoise a publié son rapport annuel sur l'évolution du marché des paiements, sur lequel trois tendances dominent : accélération de la numérisation des paiements due à la pandémie ; intérêt croissant pour les crypto-monnaies et création d'une infrastructure de paiement nordique commune. Les paiements en Suède sont généralement sûrs et efficaces. La numérisation a rendu les paiements plus rapides et plus faciles mais pose aussi des problèmes ; difficulté d'effectuer des paiements dans les agences bancaires, utilisation de services tels que Swish et Bank-ID comme outils de fraude etc. Afin de répondre aux nouveaux besoins du marché, la Riksbank développe un système pour les paiements de montants importants. La banque centrale assume également une plus grande responsabilité en matière de logistique de la monnaie fiduciaire et effectue des tests techniques en vue d'une éventuelle e-krona. Enfin, la Riksbank contribue activement à la coopération internationale en matière de paiements et de devise numériques.

Finansinspektionen (FI) propose de restreindre le minage de crypto-actifs pour respecter les obligations climatiques.

FI, l'autorité de surveillance financière, a proposé dans une tribune l'interdiction du minage de crypto-monnaies basé sur la preuve de travail (PoW)², citant ces dernières comme un danger pour le climat. FI estime que si le mining par PoW, énergivore, est autorisé en Suède, le pays manquera d'énergie renouvelable et compromettra ses chances de respecter l'Accord de Paris. L'article remet également en question les avantages sociaux des crypto-monnaies, affirmant qu'elles sont souvent utilisées à des fins criminelles. Enfin, FI et l'Agence suédoise de protection de l'environnement envisagent une interdiction du minage au niveau européen.

Les flux bilatéraux de transactions entre les États-Unis et la Suède ont contribué à une année record pour les fusions et acquisitions en Suède.

Les opérations de fusions acquisitions transfrontalières, vers et depuis la Suède, ont augmenté de 67% en volume par rapport aux neuf premiers mois 2020, indique un rapport de Baker McKenzie. 878 opérations ont été réalisées pour une valeur totale de 94,6 Mds\$, soit une augmentation en valeur de 411%. La plupart des acquisitions étrangères d'entreprises suédoises ont eu lieu dans le secteur de la haute technologie. Durant les 9 premiers mois de l'année, les investisseurs américains ont réalisé 45 opérations de fusions acquisitions d'une valeur de 41,3 Mds\$ et les investisseurs suédois ont réalisé 70 opérations aux États-Unis d'une valeur de 24,6 Mds\$. La plus importante opération transfrontalière en Suède a été l'inscription de Polestar au Nasdaq par le biais d'une fusion avec SPAC Gores Guggenheim.

² Le PoW est un système qui requiert une grande puissance de calcul au demandeur de service pour y accéder et l'utiliser dans le but de décourager des usages malveillants. Le PoW garantit

l'intégrité des transactions sans tiers de confiance mais c'est un système coûteux en énergie.

L'industrie suédoise rejoint la *First Movers Coalition*. Volvo Group, Scania, SSAB et Vattenfall ont rejoint l'initiative *First Movers Coalition*, organisée par le gouvernement américain et le Forum économique mondial, lancée à Glasgow lors de la COP26. La trentaine d'entreprises internationales qui l'ont rejointe se sont engagées à prendre un certain nombre de mesures en faveur de l'environnement afin d'accélérer le développement d'alternatives non-fossiles (notamment en encourageant les entreprises à voyager en utilisant du carburant pour avion non-fossile).

Volvo Cars signe la Déclaration de Glasgow et s'engage à être une entreprise neutre pour le climat en 2040. La Déclaration de Glasgow a été signée en marge de la COP26 par le PDG Håkan Samuelsson. Elle certifie l'engagement des acteurs de l'industrie et des gouvernements à éliminer les véhicules à combustibles fossiles d'ici 2040. Volvo Cars a simultanément annoncé l'introduction d'un prix interne du carbone de 1 000 SEK (100€) par tonne produite tout au long de sa chaîne de valeur. Volvo Cars s'était auparavant engagé à augmenter la part des véhicules électriques dans ses ventes mondiales : 50% d'ici 2025 et 100% d'ici 2030.

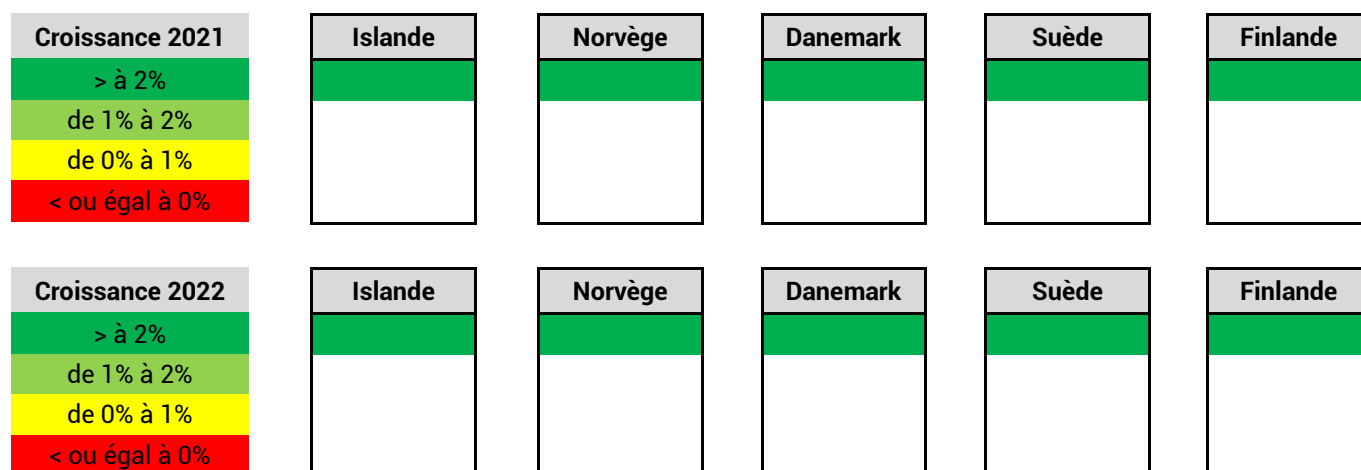
Einride, start-up suédoise spécialiste des camions électriques autonomes, s'implante sur le marché américain. Einride a annoncé avoir lancé ses activités sur le marché américain, notamment à travers des contrats avec GE Appliances (Haier), le fabricant suédois de lait végétalien Oatly et le fabricant de pneus Bridgestone. La société a déjà commencé à exploiter une flotte de 20 Einride Pods – camion électrique à conduite autonome sans cabine de conduite – au siège de GE Appliances à Louisville. L'entreprise travaille avec les autorités américaines pour pouvoir opérer sur les routes publiques. Pour mémoire, Einride a déjà levé 150 M\$ auprès d'investisseurs l'an dernier.

Le laboratoire suédo-britannique AstraZeneca créé un département vaccins pérenne et s'engage sur cette gamme de produits en dépit des revers essuyés par son vaccin anti-Covid-19, notamment des retards de livraison, des inquiétudes concernant la formation de caillots sanguins et des différends sur son efficacité.

La part d'entreprises dirigées par des femmes en Suède est inférieure à la moyenne de l'UE. De nouveaux chiffres de l'Agence d'analyse des politiques de croissance révèlent que sur les 74 000 entreprises créées en Suède en 2020, 24 000 l'ont été par des femmes, soit 32%. Sur les 500 000 dirigeants d'entreprises en Suède, 26% sont des femmes, ce qui est inférieur à la moyenne européenne de 33%. La distribution des chefs d'entreprise selon leur genre reste traditionnelle : les femmes dominent les start-ups dans les soins, la santé, l'éducation et les services à la personne, tandis que la prédominance masculine est plus forte dans les secteurs de l'automobile, des transports, de l'informatique ainsi que de la finance et des assurances. Les hommes dominent dans les industries qui attirent le plus de capital-risque et ont ainsi plus de possibilités de développement. En 2020, seulement 1% du capital investi en Suède est allé à des entreprises fondées par des femmes.

Biscuit International absorbe Continental Bakeries et devient propriétaire de la marque suédoise Gille. Biscuit International, basé en France mais détenu par le fond américain de capital-investissement Platinum Equity depuis 2020, vient d'annoncer le rachat du néerlandais Continental Bakeries, dont l'actionnaire majoritaire est Goldman Sachs. Ce rachat fait émerger un géant européen du biscuit, avec une forte présence en Suède à travers la marque Gille qui compte une part de marché de 40%. Gille exporte ses biscuits vers environ 30 pays, dispose de deux sites de production en Scanie dans le Sud du pays et compte environ 220 salariés.

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2021)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,8	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,4	3,5	3,9	3,1
Banque centrale	3,8	3,1	3,5	2,8	3,9	4,5	4,7	3,6	4,0	3,9
Institut stat./ conjoncture*	3,9	3,6	3,5	3,0	3,6	3,8	4,6	3,9	2,6	4,8
Commission européenne**	4,3	2,7	3,4	2,8	3,1	2,8	3,9	3,5	3,4	4,3
FMI***	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
OCDE****	2,8	2,9	2,6	2,7	3,4	3,7	3,9	3,4	2,8	4,7
SEB (11/2021)	3,6	4,1	3,2	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (11/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,5	3,5	-	-
Danske Bank (11/2021)	4,0	3,0	3,3	3,0	3,8	4,0	3,9	3,5	-	-

Sources :

* Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (11/2021), Danemark : Conseil des Sages, Det Økonomist Råd (11/2021), Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (11/2021), Islande : Statice (09/2021)

** Prévisions d'automne (novembre 2021)

*** World Economic Outlook (octobre 2021)

**** Perspectives économiques (mai 2021)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-1,9	0,4	-5,2	-3,3	-2,9	-	-1,8	-0,6	-9,7	-7,3
Commission européenne *	-0,9	-1,3	-3,8	-2,4	-0,2	1,3	-0,9	0,3	-10,1	-6,5
FMI **	-1,9	0,1	-4,6	-2,6	-5,9	0	-2,6	-0,8	-8,7	-6,4
OCDE ***	-2,8	-0,1	-4,2	-1,9	-1,1	0,3	-3,3	-1,6	-10,3	-7,1

Dettes publiques	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	40,0	38,5	71,4	72,5	-	-	37,8	35,4	57,5	62,2
Commission européenne *	41,0	38,8	71,2	71,2	43,9	42,8	37,3	34,2	65,6	67,5
FMI **	38,8	38,5	72,2	72,2	42,7	42,4	39,6	39,9	75,8	75,4
OCDE ***	45,4	46,6	73,6	77,0	-	-	39,9	39,4	-	-

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation*	1,7	1,9	1,8	1,9	-	-	2,4	1,9	-	-
Consommation privée *	3,4	4,4	3,1	3,8	5,5	4,2	3,7	3,5	2,8	3,8
Chômage (BIT) **	5,4	5,3	7,8	6,8	4,3	4,0	8,9	7,9	7,0	5,0

Sources :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2021)

** *World Economic Outlook* (octobre 2021)

*** *Perspectives économiques* (mai 2021)

Code couleur des mises à jour :

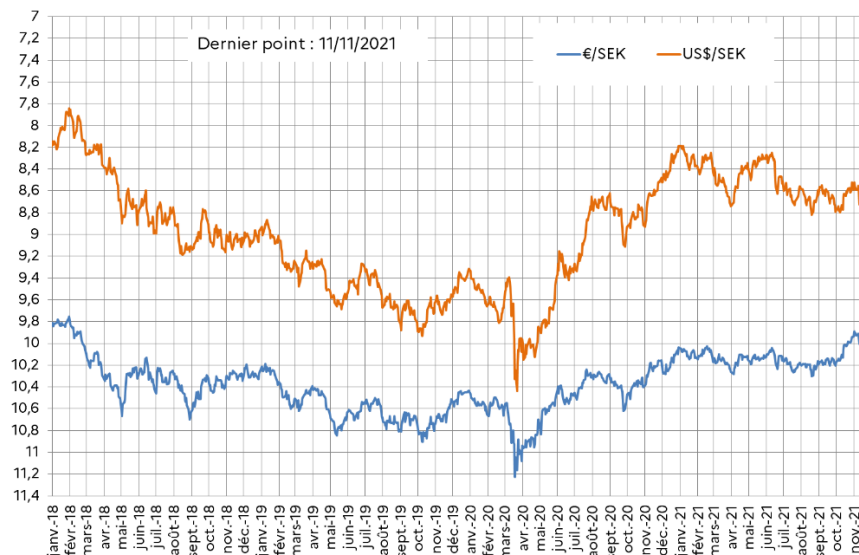
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

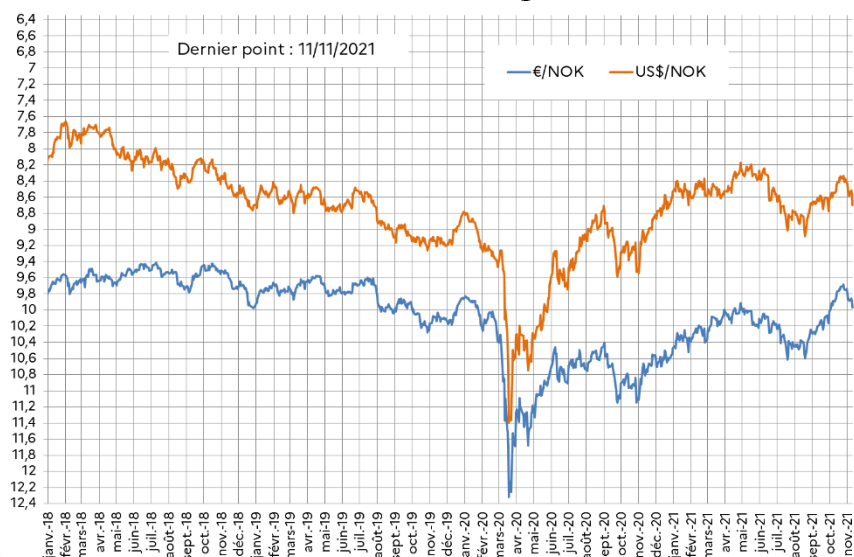
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international